

Modèle d'échange de renseignements du CPSSP – février 2020

Les renseignements échangés sont recueillis aux fins de la réunion du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) du mois de février 2020.

L'information contenue dans ce document ne peut être échangée sans l'approbation de l'administration membre (l'auteur).

Nous demandons aux administrations de bien vouloir limiter l'information fournie à un maximum de 3 pages.

Administration :	Personne-ressource
<p>1. Priorités et réalisations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décrivez brièvement ce que votre administration considère comme ses 2 ou 3 principales priorités ou initiatives de prestation de services pour les 6 à 12 prochains mois, ainsi que les mesures que votre administration à l'intention de prendre afin de les réaliser. • Décrivez brièvement toute réalisation, tout progrès ou tout jalon important étant survenu dans ces domaines prioritaires au cours des 6 à 12 derniers mois. 	<p>1. Numéro d'entreprise et « Une fois suffit »</p> <p><u>Numéro d'entreprise</u> – Depuis le mois de septembre 2019, quatre ministères fédéraux ont signé les conditions d'utilisation pour le recours aux renseignements sur l'identité liés au numéro d'entreprise (NE) dans le but de soutenir la prestation de service au moyen du service de validation Web du NE. Ces signatures portent le nombre d'ententes conclues à 39. Les ministères qui adoptent le NE continueront d'être appuyés par la collaboration entre Innovation, Sciences et Développement économique Canada et l'Agence du revenu du Canada (ARC). L'adoption rapide du NE sera d'autant plus facilitée par la date ciblée pour se conformer à la Directive sur le NE, soit avril 2020. Au cours du prochain exercice, ISDE se penchera également sur la validation de principes, des prototypes et des projets pilotes en vue de montrer comment le NE peut favoriser une approche « Une fois suffit ».</p> <p><u>Prototype de « Une fois suffit »</u> – ISDE a entrepris l'élaboration d'un prototype de « Une fois suffit » afin de faire la démonstration d'une identité numérique fiable et l'élaboration d'une approche « Une fois suffit » pour deux services distincts. L'ISDE collabore avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et Vivvo, une entreprise novatrice basée en Saskatchewan participant au Programme d'innovation Construire au Canada, dans le but d'élaborer le prototype. Le prototype sera terminé en juin 2020. ISDE communiquera les résultats du prototype au CPSSP une fois celui-ci complété.</p> <p><u>Validation de principe pour le Service de croissance accélérée</u> : Le Service de croissance accélérée (SCA) du gouvernement du Canada est une initiative offrant des services à des entreprises particulières afin de les aider dans l'identification et la facilitation de l'accès aux programmes et aux services externes et fédéraux pertinents qui ont été établis dans le but d'appuyer la réalisation des objectifs de croissance des entreprises. L'initiative du SCA est dirigée par ISDE et est offerte en s'appuyant sur la collaboration de 10 autres organismes fédéraux. La validation de principe consiste à s'appuyer sur l'Identité numérique pour les entreprises de l'ARC</p>

pour accéder aux SCA, tout en s'appuyant sur le reste des renseignements fournis à l'ARC par les entreprises pour remplir automatiquement les formulaires de partenariat et du SCA. Un prototype sera mis sur pied dans le cadre de la validation de principe afin de faire une démonstration visuelle de l'amélioration de l'expérience.

2. Identité numérique

ISDE dirige les composantes de l'organisation vérifiée et de la relation vérifiée du Cadre de confiance pancanadien (CCP), qui consiste en une série de normes permettant aux gouvernements de se fier aux processus de validation de l'identité des autres gouvernements. La publication en juillet 2019 du profil du secteur public du CCP du SCGI a permis de cerner une importante problématique thématique : les personnes, les organisations et les relations vérifiées peuvent être généralisées sous la forme de représentations numériques. Depuis, toutes les discussions concernant les organisations vérifiées sont intégrées au PSP du CCP du SCGI. Les travaux relatifs aux relations vérifiées se poursuivent. Ces derniers sont aussi éclairés par le prototype mentionné ci-dessus pour la validation de principe et l'approche « Une fois suffit ».

3. Justificatifs et portefeuilles numériques

Les justificatifs et les portefeuilles numériques permettront aux particuliers et aux entreprises de fournir aux organismes de réglementation et aux fournisseurs de services les renseignements dont ils ont besoin pour déterminer l'admissibilité aux services demandés, et ce, de façon rapide et facile. Le but est ici de se conformer aux règlements et de prouver sa capacité à mener des activités comme l'importation et l'exportation. Ces justificatifs numériques seraient entreposés directement dans le portefeuille numérique propre à chaque particulier ou entreprise, leur permettant de choisir à qui communiquer ces renseignements, comme le prévoient les principes établis dans la Charte canadienne du numérique. Il reste encore des lacunes qui pourraient avoir des conséquences sur la portabilité des renseignements entre les particuliers, les entreprises et les gouvernements. Ces lacunes peuvent occasionner des difficultés lorsque les justificatifs et les demandes d'une entité ne sont pas reconnus par l'autre, surtout dans le cadre des transactions intergouvernementales ou dans le cadre du commerce international. Voici les priorités à court terme qui permettront d'aborder ces lacunes :

	<ol style="list-style-type: none"> 1. Collaborer avec les provinces et les territoires afin d'accorder et recevoir des justificatifs entre les administrations. 2. Collaborer avec les provinces et les territoires afin d'élaborer des normes concernant les justificatifs et les portefeuilles numériques, afin de veiller à leur interopérabilité, de sorte qu'ils soient reconnus dans l'ensemble des administrations. <p>4. <u>Regroupement de services FPTM</u></p> <p>ISDE lancera une nouvelle initiative visant à améliorer l'expérience des services aux entreprises, afin d'aider les entreprises à démarrer, croître et exporter. Cette approche permettra aux entreprises de fournir leurs renseignements qu'une seule fois pour gérer les services des différents gouvernements.</p>	
<p>5. <u>Occasion de mettre en valeur :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Faites la liste de tous les produits livrables, toutes les ressources et toutes les applications que vous souhaiteriez présenter comme élément de démonstration lors d'une prochaine réunion ou téléconférence. • Veuillez fournir une brève description des articles au profil, du temps requis à leur présentation et de toute autre information pertinente. 	Non disponible pour le moment.	

6. Problèmes et besoins :

- Décrivez brièvement **tout problème relevant de la prestation de services que vous essayez de résoudre qui pourrait bénéficier d'une collaboration intergouvernementale** (p. ex., un projet pilote).
- Si disponibles, fournissez des **détails sur l'énoncé du problème, la portée du projet, ainsi que sur les résultats et les produits livrables visés.**

ISDE souhaite collaborer avec les FPTM afin de déterminer comment fournir des services dans l'ensemble des administrations de sorte à alléger le fardeau administratif sur les petites et moyennes entreprises canadiennes.